

Iran : une situation de crise aiguë



Le 31 août 2026 à Gatchsaran, plusieurs jeunes demandeurs d'emploi se sont rassemblés pour dénoncer la discrimination dans les pratiques d'embauche de la raffinerie de Lishter. Les forces de sécurité ont ouvert le feu pour les disperser, faisant au moins un blessé.

Dans l'incapacité de remporter la guerre, Trump s'enlise. La République islamique d'Iran répond coup pour coup aux bombardements américains. À l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis et des élections législatives en Israël, Trump et Netanyahu ne peuvent reculer. Cela fait craindre une fuite en avant et une intensification de la guerre dans les semaines à venir.

La fermeture du détroit d'Ormuz, le blocus maritime et les sanctions imposées par les États-Unis, l'inflation galopante, la pauvreté et l'aggravation de la crise économique, ont conduit la société iranienne au bord de l'explosion sociale. La détérioration des conditions de vie s'accompagne de la militarisation du régime, de l'augmentation des exécutions et du renforcement de la répression.

Le pouvoir renforce son dispositif sécuritaire.

En témoigne le projet présenté au Parlement le 16 août, consacré à « l'infiltration des services de renseignement étrangers et d'officines ». Trois jours plus tard, neuf hauts responsables du pouvoir judiciaire, des dirigeants de l'Organisation des prisons et de l'Inspection générale du pays, d'organes sécuritaires, des Gardiens de la révolution ou du Bassidj, ont été destitués et remplacés.

Cette prétendue « réforme » est avant tout destinée à renforcer la capacité répressive du régime face aux soulèvements à venir.

Le Guide suprême, l'ayatollah Mojtaba Khamenei, a remplacé le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN) de l'Iran par un ancien haut commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Ce changement soudain à la tête du Conseil place Mohsen Rezaee au cœur du processus décisionnel en matière de sécurité nationale.

La nomination inattendue de Mohsen Rezaï, ancien haut commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique pendant la guerre Iran-Iraq, au « Conseil suprême de sécurité

nationale», ou celle de Hossein Taëb à la tête du Bassidj, en sont des exemples. Taëb, ancien chef du renseignement des Gardiens de la révolution, est une figure majeure de l'appareil sécuritaire iranien, associée notamment à la répression des soulèvements populaires et des opposant.es.

Une économie en lambeaux

Washington renforce encore le blocus maritime et les sanctions. Le 20 août, les États-Unis ont annoncé de nouvelles mesures menaçant de lourdes sanctions les pays qui aideraient l'Iran à les contourner ou entretiendraient avec lui des relations commerciales. Si elles étaient effectivement mises en œuvre, la situation économique et sociale deviendrait encore plus critique pour l'immense majorité de la population.

Conséquences immédiates : nouvel effondrement de la monnaie nationale et nouvelle flambée des prix. Le blocus du détroit d'Ormuz affecte durement les importations. À titre d'exemple, la réduction des exportations de médicaments de l'Inde vers l'Iran.

En août 2026, une société pharmaceutique iranienne a annoncé une hausse moyenne de 117 % sur 82 médicaments, certaines molécules augmentant de plusieurs centaines de pour cent. Ainsi, entre septembre 2025 et septembre 2026, le prix de l'amoxicilline a augmenté de 284 %, celui de l'ibuprofène de 110 %.

À cela s'ajoute une importante pénurie d'essence, qui pousse le régime à réduire les subventions et limiter la consommation. Cette situation illustre les difficultés croissantes de production, d'importation et de distribution des carburants.

L'inquiétude des dirigeants iraniens

Le président du Parlement, Mohammad-Bagher Ghalibaf, déclarait le 21 août : « Nous pouvons disposer de toute la puissance militaire que nous voulons, mais sans circulation financière, croissance économique et production nationale, nous ne pourrions pas tenir face à un peuple affamé. »

Le président Massoud Pezeshkian parle lui aussi d'une véritable guerre économique, militaire et sécuritaire. Il reconnaît la chute des importations et des exportations ainsi que les restrictions financières pesant sur les aides à la population, le versement des salaires et des prestations sociales. Il a également déclaré qu'« il vaudrait mieux mettre fin à la guerre dès aujourd'hui », mettant implicitement en cause la direction des Gardiens de la révolution, qui joue un rôle central dans la définition des orientations stratégiques du régime.

En réponse, les courants proches des Gardiens de la révolution et leurs médias accusent les critiques de la politique actuelle d'être des « laquais de Trump et de Netanyahu ».

À quelques jours du quatrième anniversaire de la mort de Jina Mahsa Amini et du soulèvement « Femme, Vie, Liberté », le pouvoir redoute particulièrement une nouvelle mobilisation des travailleurs/euses, des femmes, de la jeunesse et des minorités nationales.

Pris en tenaille entre la violence de l'impérialisme étatsunien et celle de la dictature réactionnaire, les peuples d'Iran luttent pour leur survie, leur dignité et leur liberté. Ils ont besoin de notre solidarité anti-impérialiste.

Babak Kia